

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

### L'ANNONCE D'UNE CONTRE-PROPOSITION CONCERNANT LES PÊCHEURS ET L'ÉTUDE DU PROJET DE LOI

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts. Hier, après la deuxième lecture du bill sur l'assurance-chômage, la Chambre l'a renvoyé au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration. J'aimerais demander au ministre s'il saisira la Chambre, comme elle en a été avisée, d'une autre proposition concernant l'assurance-chômage pour les pêcheurs, de façon que le comité, avant d'étudier les modalités du bill sur l'assurance-chômage, sache ce que le ministre et le gouvernement envisagent à cet égard.

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts):** Monsieur l'Orateur, je le ferai avec plaisir dès que le gouvernement aura étudié à fond la question.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

### LA POMME DE TERRE—LA DEMANDE D'AIDE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture si une décision a été prise à la suite des entretiens entre son ministère et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard en vue d'accorder de l'aide aux producteurs de pommes de terre des Maritimes qui vendent leurs produits depuis quelque temps au-dessous du coût de production.

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, la réponse exacte est non, mais je dois informer l'honorable représentant qu'une réunion est prévue à coup sûr pour lundi prochain dans l'après-midi entre les ministres de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, mes hauts fonctionnaires et moi-même.

### LES PORCS—LE FONDS DE SOUTIEN ET LA BAISSÉ DES PRIX

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, vu la baisse constante du prix des porcs sur le marché et les difficultés qui en résultent pour les éleveurs, le ministre a-t-il songé sérieusement à prendre les mesures nécessaires pour aider ces cultivateurs pendant cette période de crise en puisant dans le fonds de soutien des prix agricoles?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit en réponse au député à maintes reprises, nous devons, en vertu de la loi sur la stabilisation des prix agricoles, soutenir le prix des porcs dans une proportion de 80 p. 100 de la moyenne mobile de dix ans. Le calcul pour 1970 était de beaucoup supérieur à cette moyenne. Les chiffres seront différents pour 1971, car au début de 1970, le prix des porcs était

encore relativement élevé. Mais lorsque nous atteignons le stade auquel nous faisons ces calculs, nous sommes liés par la loi.

**M. Gleave:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Au nom des éleveurs de porcs qui pourraient faire faillite avant la fin de 1971, je demande au ministre s'il envisagerait de réunir le comité consultatif de l'Office des prix agricoles et lui demander de le conseiller afin qu'il puisse passer à l'action.

**L'hon. M. Olson:** Ce comité s'est réuni au cours des trois dernières semaines, je crois.

**M. R. E. McKinley (Huron):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Est-ce qu'on ne fera pas d'autres calculs du prix de vente des porcs dans tout le Canada relativement aux subventions à verser, avant la fin de l'année 1971?

**L'hon. M. Olson:** Non, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas dit la fin de l'année civile. J'ai dit la fin de l'année au cours de laquelle nous faisons habituellement ces calculs. J'espère avoir l'occasion de corriger cette déclaration après vérification auprès de mes adjoints, mais je crois que nous calculons ces prix de septembre à septembre de chaque année.

\* \* \*

## LES GRAINS

### LE COLZA ET LA GRAINE DE LIN—L'OUVERTURE DU MARCHÉ À TERME À VANCOUVER—LES PROTESTATIONS CONTRE L'INCLUSION DANS LE MANDAT DE LA COMMISSION DU BLÉ

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission du blé. Il s'agit de l'inclusion du colza dans le bill qui a subi la première lecture et qui est actuellement à l'étude. Le ministre peut-il maintenant dire à la Chambre si des débouchés ont été trouvés à Vancouver pour le lin, le colza et autres graines de même nature? En outre, dirait-il si le gouvernement ou la Commission canadienne du blé ont reçu depuis 24 heures des messages de nos principaux importateurs japonais qui protestent énergiquement contre l'extension de la compétence de la Commission canadienne du blé au colza, et font allusion aux marchés à terme qui leur permettraient de déterminer leurs besoins et en particulier de soutenir la concurrence du soya et d'autres graminées semblables.

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, aucun message semblable ne m'est parvenu de nos acheteurs au sujet des dispositions prises par la Commission canadienne du blé, mais c'est peut-être que ces messages ne m'ont pas encore été communiqués. Comme on l'a dit hier, on n'a nullement l'intention de décider de modifier la mise en marché sans consultations poussées.

Pour ce qui est des marchés à terme, on m'apprend que la Bourse des grains de Winnipeg est maintenant satisfaite des dispositions déjà prises ou qu'on projette de prendre sous peu à Vancouver afin de permettre la vente